

LES PARTIS POLITIQUES EN France (texte écrit par M. Rogel, prof de SES)

INTRODUCTION

La vie politique française est extrêmement complexe et son histoire est parsemée de créations de partis politiques et de scissions. Les partis politiques étant donc très nombreux et changeant souvent de nom, il est difficile de s'y retrouver. La présentation qui suit est donc obligatoirement simplifiée ; les élèves qui désireront s'informer plus précisément pourront donc utiliser la bibliographie indiquée à la fin du dossier ou pourront se rendre sur les sites Internet des différents partis.

Au préalable, il convient de ne pas confondre les partis politiques avec les syndicats ni avec les « groupes de pression ».

Par définition, les partis politiques cherchent à atteindre le pouvoir (national, régional,...) au moyen des élections afin d'appliquer les idées qu'ils prônent. Sur quelles idées et quels points les partis se distinguent-ils ? Le problème de la forme du régime (république, monarchie,... ?) n'est plus à l'ordre du jour, la république étant acceptée par tous. Le développement de partis politiques s'est en revanche beaucoup fondé au début du XX^{ème} siècle sur la nature du capitalisme, certains partis comme la SFIO ou le parti communiste prônant ouvertement une rupture avec celui-ci (aujourd'hui on ne retrouvera cet objectif que dans les partis d'extrême gauche). Aujourd'hui, en revanche, de fortes oppositions se font sur les transformations économiques à mettre en oeuvre : faut-il plus ou moins d'Etat ? Quelle place doit-on accorder au protectionnisme ? Quelle position face à l'Europe ?

Mais les oppositions se font de plus en plus sur des problèmes de société : quelle place pour les « valeurs traditionnelles » ? Quelle position face à l'IVG, au PACS, à l'homosexualité ? Enfin, il ne faut pas négliger la montée des questions écologiques depuis trente ans.

Cependant, l'analyse est d'autant plus difficile à faire que des clivages peuvent traverser les partis (il peut y avoir, par exemple, des partisans et des opposants à l'intervention de l'Etat au sein d'un même parti) et que la doctrine de ceux-ci peut évoluer au cours de années.

LES « QUATRE GRANDS ».

LE PARTI SOCIALISTE.

Le parti socialiste est l'héritier de la SFIO (Section française de l'Internationale Ouvrière) créée en 1905. Il connaît une scission en 1920 au congrès de Tours où une minorité s'éloigne pour créer le Parti communiste. Déclinant dans les années 60, il atteindra son minimum aux élections présidentielles de 1969 où il obtient 5% des voix. Il se transforme donc en 1971 au congrès d'Epinay, sous la houlette de F. Mitterrand, et la vieille SFIO devient le Parti socialiste. Il signe, en 1972, un « programme commun » avec le parti communiste et l'aile gauche du parti radical, programme qu'il se propose d'appliquer s'il arrive au pouvoir. L'alliance faite avec le PC et les radicaux permet aux socialistes de prendre le pouvoir aux présidentielles de 1981 : le gouvernement de Mitterrand appliquera une politique de relance dans la tradition keynésienne et des mesures de nationalisation des entreprises, mais cette politique connaîtra ses premiers infléchissements dès 1982 avec un gel des prix et surtout à partir de 1983 avec la mise en oeuvre d'une politique de stabilisation et de lutte contre l'inflation. L'inflexion libérale se renforce à partir des années 1985-86 avec la volonté de réduire les prélèvements obligatoires et l'ouverture des marchés financiers. A partir de 1986, le parti socialiste connaîtra des périodes successives de participation au pouvoir et de retour dans l'opposition : en 1986, la gauche perd les élections législatives et Mitterrand nomme Jacques Chirac premier ministre ; la première cohabitation s'ouvre alors. Mitterrand sera réélu président en 1988 et, jusqu'en 1993, les premiers ministres seront issus des rangs socialistes.

En 1993, la gauche subit une de ses plus grosses défaites aux législatives ; la deuxième cohabitation s'ouvre et Balladur, issu des rangs gaullistes, devient premier ministre. La gauche perd la présidentielle de 1995, Chirac étant élu président, mais gagne les législatives à l'issue de la dissolution de 1997 ; L. Jospin devient donc premier ministre jusqu'en 2002.

Cet historique permet de voir que le parti socialiste est pris entre deux tendances ou traditions ; à l'origine, il est révolutionnaire et cherche à rompre avec le capitalisme : cela se traduit par exemple par les mesures de nationalisation prises à début des années 80. Mais il est également animé d'une tendance « social démocrate » qui cherche à « aménager » le capitalisme en développant les mesures liées à la solidarité, par exemple, sans pour autant vraiment remettre en cause le fonctionnement du système économique.

L'UDF (UNION POUR LA DEMOCRATIE FRANCAISE).

Créée en 1978, l'UDF regroupe un grand nombre de petits partis : le Parti Républicain, le parti radical valoisien, le Centre des démocrates sociaux,... Il s'agit pour l'essentiel de partis se situant au centre droit.

Cette tendance politique a été, de fait, au pouvoir de 1974 à 1981 (sous la présidence de Valéry Giscard D'Estaing). Depuis, elle représente la deuxième composante de la droite, dominée par le puissant courant gaulliste. A l'issue des élections présidentielles de 2002, de nombreuses composantes de l'UDF rejoignent le nouveau parti gaulliste, l'UMP, composantes auxquelles il faut rajouter le « Parti libéral » d'Alain Madelin qui avait quitté l'UDF dès 1998.

Aujourd'hui, l'UDF est beaucoup moins forte que l'UMP mais se distingue nettement de lui, allant jusqu'à s'opposer sur des décisions importantes, comme le vote du budget par exemple, et ne ménageant pas ses critiques à l'égard de la politique gouvernementale.

L'UDF se situe au centre droit et une bonne partie est d'inspiration chrétienne (correspondant aux partis démocrates chrétiens qu'on retrouve partout ailleurs en Europe). L'optique de la majorité de ce parti est de ne pas remettre en cause le système économique dominant mais d'en amoindrir les effets négatifs, notamment sociaux (cependant, cela n'était pas vrai pour la composante libérale menée par Alain Madelin).

L'UMP (L'UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE).

Créé à l'issue des élections présidentielles de 2002, il s'agit de l'héritier du mouvement gaulliste. Les partis politiques qui se

LES PARTIS POLITIQUES EN FRANCE

réclament de De Gaulle ont régulièrement changé de nom depuis la fin de la seconde guerre mondiale : RPF (Rassemblement du Peuple Français) de 1947 à 1958, UNR (Union pour la Nouvelle République) de 1958 à Mai 1968, UDR (Union pour la Défense de la République) de 1968 à 1976, RPR (Rassemblement Pour la République) de 1976 à 2002, enfin UMP depuis 2002.

Le mouvement Gaulliste aura incontestablement dominé la vie politique d'après guerre : continuellement au pouvoir de 1958 à 1974 (avec De Gaulle et Pompidou), il cède le pouvoir présidentiel à la tendance non gaulliste de la droite (avec l'élection de Valéry Giscard D'Estaing) en 1974 et aux socialistes en 1981. Cependant, il sera au pouvoir durant les deux cohabitations (186-88 avec Chirac et 1993-95 avec Balladur) et avec la présidence de Jacques Chirac depuis 1995 (coupée par la troisième cohabitation de 1997-2002).

Traditionnellement, le mouvement Gaulliste est favorable à la puissance de l'Etat, y compris en économie (cf les nationalisations d'après guerre), et a été longtemps rétif à l'égard de la construction européenne. Aujourd'hui, deux tendances y coexistent : une tendance plutôt étatiste et une tendance libérale (représentée par Balladur et Sarkozy par exemple).

LE FRONT NATIONAL

Des années 50 aux années 70, l'extrême droite française est faible, discréditée et dispersée. Ce n'est qu'en 1972 que Jean-Marie Le Pen, ancien député poujadiste, réussit à en rassembler les diverses composantes au sein du Front National. Celui-ci est donc composé de divers groupuscules très différents et souvent opposés : des nationalistes, des catholiques traditionalistes, d'anciens résistants mais aussi d'anciens collaborateurs,...

Jusqu'au début des années 80, le Front National pèse peu (Le Pen obtient 0,8% des suffrages aux présidentielles de 1974) mais son ascension commencera un peu plus tard : 16,7% des voix aux élections municipales de Dreux en 1983, 11% aux européennes de 1984, 14,6% à la présidentielle de 1988, 15% à la présidentielle de 1995, 16,9% et le passage au second tour de la présidentielle de 2002... Le Front National fait donc aujourd'hui partie des « quatre grands » et a pris la place et la fonction « tribunicienne » du parti communiste.

Le FN se distingue nettement des autres partis sur deux points : la sociologie de son électorat et les motivations de vote. En effet, pour les électeurs du FN, les problèmes économiques et sociaux ne sont pas les principales raisons mises en avant pour justifier leur vote : ils s'inquiètent avant tout de l'insécurité et de l'immigration. On peut toutefois nuancer ces points à l'aide d'enquêtes faites au cours des années 80 : l'une d'elles montre que si les électeurs du FN sont davantage inquiets de l'insécurité que la moyenne des français, en revanche ils n'ont pas plus été victimes que la moyenne de vols ou d'agressions. De même les cartes électorales des années 80 montrent que si les votes pour le Front National augmentent dans les villes à forte immigration, cette relation ne se retrouve pas au niveau des quartiers : ce n'était pas dans les quartiers à forte population immigrée que l'on votait FN mais dans les quartiers limitrophes (donc ce n'est pas la cohabitation avec les immigrés qui incitait à voter FN mais la crainte de cette cohabitation). Le vote FN apparaissait donc comme étant, en grande partie, un vote lié à la crainte face aux grands bouleversements économiques et sociaux.

D'un point de vue doctrinal, le FN se veut défenseur des valeurs traditionnelles (famille,...) et est favorable à la peine de mort. S'il se situe à droite, il voue une haine à l'égard du mouvement gaulliste, de Gaulle étant responsable selon eux de la perte de l'Algérie française. Il est bien sûr nationaliste, ce qui le pousse à s'opposer à la construction européenne. Economiquement, il est tiraillé entre des positions étatistes et des positions libérales : favorable à un retrait de l'Etat, à une quasi disparition des impôts, il est en revanche favorable à un protectionnisme dans le cadre des échanges extérieurs. Enfin, son nationalisme le pousse à demander une protection sociale différenciée entre nationaux et immigrés.

LES « PETITS PARTIS »

LE PARTI COMMUNISTE.

Aujourd'hui « petit parti », le Parti Communiste a longtemps été le « poids lourd » de la politique française face au mouvement gaulliste. Issu d'une scission d'avec la SFIO au congrès de Tours de 1920, il suit les préceptes marxistes léninistes. Au sortir de la seconde guerre mondiale, il devient le premier parti de France avec près de 30% des voix aux législatives de 1946. De 1958 jusqu'au début des années 80, il obtient régulièrement autour de 20 % des voix. Son déclin va commencer dès les années 80, notamment par le discrédit que va connaître l'Union Soviétique (dénonciation des goulags dans les années 70, invasion de l'Afghanistan en 1979, répression de Solidarnosc en Pologne,..., chute du mur de Berlin en 1989, disparition de l'URSS en 1991,...). Aujourd'hui, le PC obtient autour de 3 à 5 % des voix aux diverses élections.

D'un point de vue doctrinal, le PC est depuis son origine d'influence marxiste léniniste et est donc favorable à la prise en main de l'économie par l'Etat (planification, nationalisations,...). Cependant, depuis les années 90, il se rapproche plus d'une position de type « keynésienne ». Actuellement, il y a à l'intérieur du Parti une opposition entre ceux qui veulent que le Parti conserve cette position « modérée » et ceux qui veulent revenir à un parti « plus à gauche ».

LE PARTI RADICAL

On le cite pour son intérêt historique. Plus vieux parti de France, ce fut aussi longtemps le plus important. Cependant son influence n'a cessé de baisser depuis. En 1972, il se scinde en deux : certains, les radicaux de gauche, signant le programme commun de gouvernement en s'alliant au PS et au PC, les autres, les « radicaux valoisiers », refuseront le programme commun et rejoindront les rangs de la droite pour, ultérieurement, intégrer l'UDF.

L'EXTRÊME GAUCHE.

Parmi les nombreux partis d'extrême gauche, les plus connus sont la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière, deux partis trotskistes. Longtemps « groupusculaire », ces partis font maintenant jeu égal avec le PC (5% des voix aux présidentielles de 1995) et l'ont même dépassé aux présidentielles de 2002, qui constituent leur record historique, la LCR et LO obtenant respectivement 4,3% et 5,7% des voix. Ils continuent à se référer à Lénine et Trotsky. Pour eux, le système économique actuel (système capitaliste) fonctionne en faveur des « puissants » (« gros » patrons, financiers,...) et est source de crises économiques,

d'appauvrissement et d'accroissement des inégalités. Ils sont donc opposés à une économie de marché et estiment que les moyens de production doivent être nationalisés.

LES VERTS

C'est le principal parti du mouvement écologiste. On peut considérer que l'acte de naissance du mouvement écologiste est constitué par la candidature de René Dumont aux présidentielles de 1974. Plusieurs partis existeront par la suite (notamment « génération écologie ») mais c'est le parti des « Verts », créé en 1984, qui s'imposera vite. La tendance visant à se démarquer aussi bien de la droite que de la gauche (Waechter) devra rapidement laisser place à la tendance du parti qui se situe clairement à gauche (Voynet) et les verts participeront même à l'expérience de « gauche plurielle » de 1997 à 2002.

Parti modestement dans les années 70 (1,3% des voix en 1974), le mouvement connaîtra quelques timides succès dans les années 70 avant d'entamer une longue période de tassement durant les années 80. La période allant de la fin des années 80 à nos jours est une succession de progrès et de reculs : renouveau à partir de 1988, les verts obtenant 3,8% des voix aux présidentielles, puis 7% aux régionales de 1992 ; tassement jusque vers 1997 ; remontée aux européennes de 1999 avec 9,7% des voix, autour de 10% environ aux municipales de 2001. Loin d'avoir connu la poussée du FN, on peut cependant dire que les Verts se sont implantés dans le paysage politique français.

Politiquement, leurs propositions reposent évidemment sur des perspectives écologiques : respect de l'environnement, opposition au programme nucléaire,... mais leur positionnement à gauche apparaît clairement dans le fait qu'ils sont favorables à la réduction du temps de travail, à la réduction des inégalités, au développement de la protection sociale,...)

LE MOUVEMENT DES CITOYENS.

Sous la direction de Jean-Pierre Chevènement, il est issu du départ de militants du parti socialiste, militants estimant que celui-ci n'est pas assez à gauche.

LE MOUVEMENT POUR LA FRANCE.

Créé par De Villiers et Pasqua (ce dernier l'ayant quitté aujourd'hui). Il se situe à droite de l'UMP, s'oppose à l'actuelle construction européenne. Son programme fondé sur le libéralisme et la réduction du poids de l'Etat, un certain protectionnisme et la défense des valeurs traditionnelles est souvent rapproché de celui du FN mais il se distingue nettement de ce dernier par la sociologie de son électorat.

CHASSE-PÊCHE-NATURE ET TRADITIONS (CPNT)

Le mouvement CPNT est apparu pour la première fois lors des élections européennes de 1989, sous l'appellation Chasse-Pêche-Traditions, où il présenta une liste qui obtint 750.000 voix soit 4,13 % des suffrages exprimés. En septembre l'association Chasse Pêche Nature Traditions était créée.

Lors des élections présidentielles 2002 le candidat de CPNT, Jean SAINT-JOSSE a obtenu 1.204.923 voix au premier tour soit 4,23% des suffrages exprimés.

Le CPNT est d'abord né d'une opposition aux directives européennes sur la chasse ; il y a donc une forte tendance à s'opposer à l'idée d'Europe et une valorisation du niveau local. On y trouve aussi une exaltation de la ruralité et une défense des « traditions ».

Les propositions en matière économique sont assez vagues. Bien qu'il ait élargi ses propositions à d'autres domaines que celui de la chasse, il apparaît que le CPNT est plus proche du groupe de pression que du parti politique.

DES PARTIS « HORS SYSTEMES ».

LES ROYALISTES.

Les royalistes actuels descendent de "l'Action Française" de Charles Maurras. Ce mouvement, très influent avant-guerre, se situait clairement dans une lignée réactionnaire et anti-démocratique. Sa vision de la société était celle d'une succession de hiérarchies allant de la famille jusqu'à l'Etat, chacun restant à sa place. L'implication d'un très grand nombre de ses membres dans la collaboration durant la guerre a fait que ce mouvement a perdu toute influence depuis.

En 1971, l'Action Française scissionne, les avis divergeant sur la signification qu'on doit donner au mouvement de Mai 68. Les "légitimistes", très à droite, conservent l'appellation d'origine. Leur situation est ambiguë puisqu'ils sont monarchistes mais désavoués par le comte de Paris (prétendant au trône de France), catholiques intégristes mais rejetés par l'Église.

Les dissidents, sous la direction de Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc, voient dans la contestation gauchiste de 68 une opposition légitime à la société matérialiste. Ils fondent donc en 1971 la "Nouvelle Action Française" qui deviendra la "Nouvelle Action Royaliste" en 1978.

Favorables à la démocratie ils estiment tout de même qu'un chef d'Etat ne peut être issu d'un parti car il ne peut alors représenter l'unité nationale, d'où leur désir d'avoir un roi qui "règne mais ne gouverne pas". De fait, ils estiment que la V^e République, où le président est une personnalité élue par la population et non responsable devant le parlement, est un système se rapprochant de leur idéal monarchique.

Politiquement ils sont favorables au développement de la démocratie locale - régions, communes, quartiers,... Ils sont favorables à une "Nation ouverte", militant en 1986 pour l'assouplissement des conditions d'entrée et de séjour des étrangers et préconisant, en 1989, le droit de vote des immigrés aux élections locales.

Economiquement ils sont opposés au capitalisme libéral ainsi qu'aux divers totalitarismes. Ils refusent de se déclarer de gauche ou de droite et B. Renouvin s'est présenté aux présidentielles de 1974 mais ils ont appelé à voter en faveur de F. Mitterrand en 1981 et 1988.

LE COURANT ANARCHISTE.

Il s'agit d'un ensemble de courants assez difficile à définir et circonscrire. L'anarchisme se développe au cours du XIXème siècle en réaction aux conséquences néfastes du développement industriel, à travers ses "ancêtres"- Proudhon, Bakounine et Kropotkine- et aura une influence certaine à la fin du XIXème siècle (notamment au moment de la création de la C.G.T.). La base de l'anarchisme est le rejet des institutions - Eglise, famille, Etat, Capital,...- de toute forme d'autorité et la valorisation du principe fédératif, c'est à dire la participation volontaire et libre de tous aux décisions. De fait, les anarchistes refusent les principes de représentation (parlementaire par exemple,...).

Trois versions de l'anarchisme vont se développer au cours du XXème siècle. Certains vont valoriser la "propagande par le fait", en clair l'attentat et la violence tournée vers l'Etat, au risque de dérapages vers le banditisme (la "bande à Bonnot"). "Action directe" se situe dans cette filiation. Une deuxième version est plus "intellectuelle" et s'inspirera de Max Stirner. Dans cette version rien ne peut aller à l'encontre de la liberté individuelle. On la retrouvera surtout chez des penseurs et des artistes. Enfin la troisième version ne refuse pas toute forme d'organisation et s'inscrit dans l'anarcho-syndicalisme. On la retrouve surtout en Espagne, Italie et France avec la "Fédération Anarchiste" et la "Confédération Nationale des Travailleurs".

DONNEES COMPLEMENTAIRES.

- 1974-81 : Valery Giscard D'Estaing président de la république.
- 1981-95 : F. Mitterrand président de la république.
- 1986-88 : 1^{ère} cohabitation. Chirac premier ministre.
- 1992 : référendum sur les accords de Maastricht.
- 1993-95 : 2^{ème} cohabitation. Balladur premier ministre.
- 1995-... : Chirac président de la république.
- 1997-2002 : Troisième cohabitation. L. Jospin premier ministre.
- 2002 : Le Pen présent au deuxième tour des élections présidentielles.

L'évolution des forces politiques en présence est un assez bon indicateur de l'évolution sociale générale. La France des années 1960 à 1980 a été marquée par la « bipolarisation » de la politique c'est à dire l'opposition entre deux grands clans, la gauche et la droite, et la domination de deux mastodontes, le Gaullisme et le Parti Communiste. Les années 80 seront marquées par la remise en cause de cette bipolarisation : dans chaque camp, les rapports de force se modifient ; le mouvement gaulliste lamine l'UDF et le PS prend le pas sur le PC. De plus, une nouvelle configuration politique se développe : à droite, le Front National devient un parti majeur ; à gauche on voit l'émergence du mouvement écologiste et de l'extrême gauche.

Donc, si on additionne l'audience des partis qui ne sont pas des partis traditionnels de gouvernement (extrême gauche, écologistes, front national) on arrive à environ 30% des voix.

Pour approfondir vos connaissances, deux très bons sites Internet de Laurent de Boissieu :

<http://ipolitique.free.fr/>

<http://francepolitique.free.fr/>

Deux autres sites utilisables :

<http://www.homme-politique.com/index.php>

<http://www.election-politique.com/>

QUESTIONNAIRE.

- 1) Expliquez et différenciez les « partis politiques », les syndicats et les « groupes de pression ».
- 2) Rappelez quelles sont les grandes oppositions entre courants économiques en ce qui concerne le rôle de l'Etat et du marché.
- 3) Donnez des exemples de « valeurs traditionnelles ».
- 4) Faites une « frise » chronologique selon le modèle suivant, en indiquant pour chaque période les évènements marquants.

PERIODES	ANNEES 50-60	ANNEES 70	ANNEES 80	ANNEES 90 et 2000
Mouvement Gaulliste et UMP				
UDF				
PS				

LES PARTIS POLITIQUES EN FRANCE

PC				
Mouvement écologiste et Verts				
Extrême Gauche				
Extrême Droite				

5) Remplissez le tableau suivant.

	Extrême Gauche	PC	PS	Verts	UDF	UMP	Extrême Droite
Options économiques essentiels							
Autres options							